

## **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine et cours d'eau côtiers normands**

### **Déclaration environnementale au titre de l'article L122-10 du code de l'environnement**

#### **1. Prise en compte de l'évaluation environnementale et des consultations auxquelles il a été procédé**

##### Le SDAGE a un impact globalement positif sur l'environnement

Le SDAGE définit les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et fixe les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre sur le bassin Seine-Normandie, conformément à l'obligation de résultat introduite par la directive cadre sur l'eau.

Comme souligné dans l'avis de l'autorité environnementale sur le projet de SDAGE et le rapport environnemental qui l'accompagne, le SDAGE, par construction, participe « à l'amélioration environnementale de l'état des eaux, les dispositions et orientations retenues par le Comité de bassin ont ainsi, par essence, un impact positif et contribuent à la préservation ou à la reconquête de la qualité de la ressource et des milieux ».

Ainsi, les enjeux de l'eau, de la santé humaine mais aussi de la biodiversité sont très majoritairement impactés de façon positive par le projet de SDAGE qui a pour objectif une reconquête de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques mais aussi la préservation et la restauration des zones humides, de la continuité écologique, des habitats aquatiques etc. Les autres enjeux - sols et sous-sols, déchets, air, énergie, effet de serre - sont globalement impactés de façon positive ou neutre. Aucun impact négatif, significatif sur l'environnement ne ressort donc de l'évaluation environnementale du SDAGE du bassin Seine-Normandie.

##### L'impact du SDAGE sur les enjeux « effet de serre » et « énergie » constitue un point de vigilance

Si l'évaluation environnementale ne relève pas d'incidence négative stricte, elle soulève néanmoins des points de vigilance quant aux effets à attendre de la mise en œuvre du SDAGE au regard des enjeux concernant l'énergie et l'effet de serre. Cette articulation entre le projet de SDAGE et les politiques publiques concernant l'énergie et la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre a été remise en avant dans l'avis de l'autorité environnementale et par les assemblées consultées qui déploraient que les effets du SDAGE sur ces sujets ne soient pas mieux appréhendés dans le document et son évaluation environnementale.

En conséquence, plusieurs aménagements ont été introduits sur cet aspect, notamment à la suite des retours de la consultation des assemblées.

En particulier et concernant l'articulation entre l'atteinte du bon état et le développement de solutions plus sobres pour le transport et la production d'énergie - transport fluvial, énergie hydraulique etc.- une orientation dédiée « Concilier lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et bon état » a été ajoutée dans le SDAGE. Cette orientation vise à rappeler l'existence de ces objectifs environnementaux qui peuvent aller à l'encontre du bon état, ainsi que le cadre très général dans lequel ils s'inscrivent ; elle met en particulier en avant la notion de « bilan environnemental global », préalable nécessaire aux arbitrages locaux entre objectifs environnementaux parfois contradictoires. L'Orientations 17 en général, ainsi que plusieurs dispositions du projet de SDAGE (Disposition 2, Disposition 46, Disposition 78) donnent ainsi un cadre pour la réalisation des projets ayant un impact sur les milieux aquatiques, notamment en termes de mesures compensatoires. Le SDAGE n'a pas vocation à encadrer plus précisément ces aspects qui sont à la limite de son champ de compétence, notamment pour des questions d'échelle. Le choix de techniques plus respectueuses de l'environnement ou, à défaut, la mise en œuvre de mesures compensatoires, résulte d'un examen au cas par cas qui s'appuiera sur des études particulières afin de dégager un bilan global des installations envisagées.

Par ailleurs, une disposition visant à développer des éléments objectifs d'appréciation sur ces sujets a été ajoutée dans la partie connaissance du document. Elle prend la forme d'une recommandation aux maîtres d'ouvrages de réaliser le bilan carbone® des projets qui rentrent dans le cadre du SDAGE : mise en place de capacité d'épuration supplémentaire, aménagement des ouvrages hydroélectriques mais aussi modifications localisées des pratiques agricoles. Une disposition sur la valorisation du potentiel énergétique de l'assainissement a également été ajoutée.

#### Prise en compte des consultations

Les quatre enjeux sur lesquels repose l'architecture des orientations du SDAGE sont issus de la consultation du public et des assemblées de 2005 qui portait sur les questions importantes au niveau du bassin en termes de gestion de l'eau.

A partir de 2008, les ajouts au projet de SDAGE résultent essentiellement de la prise en compte des avis du public et des assemblées exprimés lors des consultations en 2008 et au début de l'année 2009.

Comme expliqué précédemment, la consultation des assemblées sur le projet de SDAGE a ainsi conduit à mieux prendre en compte les enjeux effet de serre et énergie dans le document :

- ajout d'une partie introductive, avant les défis du SDAGE, proposant une clef de lecture du document sur ces enjeux ;
- ajout de deux dispositions.

Au-delà de ces thématiques, la consultation du public et des assemblées sur le SDAGE a permis d'améliorer le document de façon significative. Une dizaine de dispositions a ainsi été ajoutée et la rédaction d'une cinquantaine de dispositions a été amendée. Parmi les points saillants qui montrent l'apport des consultations réalisées, on peut citer les éléments suivants :

- ajout d'une disposition pour promouvoir le développement de la solidarité entre les acteurs à des échelles plus locales que celle du bassin hydrographique dans son ensemble (notamment expérimentations de contractualisation avec paiement pour services environnementaux) ;

- ajout d'une disposition visant à renforcer et mettre en cohérence les observatoires des pratiques agricoles et non-agricoles, en matière de pesticides et de fertilisation ;
- mise en avant de la lutte contre les fuites dans les réseaux d'eau potable comme moyen privilégié à court terme pour réaliser des économies d'eau ;
- amélioration de la lisibilité du SDAGE, meilleure présentation des enjeux et des intentions, en particulier en ce qui concerne le littoral, notamment vis à vis de la pollution micro-biologique.

## **2. Motifs qui ont fondé les choix opérés par le SDAGE, compte tenu des diverses solutions envisagées**

L'évaluation environnementale a été réalisée au cours de l'année 2007, sur le projet de SDAGE présenté à la consultation public. A cette période, le SDAGE avait déjà fait l'objet d'études en amont (en particulier l'état des lieux de 2004) et de consultations des parties intéressées pour aboutir à la version proposée, que ce soit :

- dans le cadre strict des instances de bassin avec une dizaine de réunions du groupe de travail sur la rédaction du SDAGE ;
- dans un cadre élargi en commissions géographiques (désormais commissions territoriales) ;
- lors de la consultation du public et des assemblées en 2005 qui ont permis de déterminer les 4 enjeux de gestion de l'eau auxquels devait répondre le SDAGE.

Ainsi, il n'a pas paru pertinent, à ce stade de rédaction du projet, de rechercher d'éventuelles solutions alternatives.

Néanmoins, du fait du mode d'élaboration du SDAGE et de sa portée, il est apparu nécessaire d'améliorer le consensus sur ce document et d'améliorer la lecture de ses ambitions de façon à assurer une mise en œuvre la plus efficace possible de ses orientations.

C'est donc la recherche du meilleur équilibre entre les aspirations des acteurs du bassin et pour l'atteinte des objectifs environnementaux qui explique les choix retenus pour la rédaction finale du SDAGE.

Les résultats de l'évaluation et l'avis de l'autorité environnementale, appuyé par les retours de la consultation des assemblées ont principalement conduit à une meilleure présentation des enjeux énergie et effet de serre dans le SDAGE.

## **3. Mesures destinées à évaluer les incidences sur l'environnement de la mise en œuvre du SDAGE**

Les effets de la mise en œuvre du SDAGE sur l'atteinte des objectifs environnementaux qu'il fixe sont suivis par la mise à jour, tous les 3 ans, d'un tableau de bord d'une quarantaine d'indicateurs qui fait partie des documents d'accompagnement du SDAGE.

Ce tableau de bord regroupe :

- des indicateurs d'objectifs permettant d'évaluer l'évolution de l'état des masses d'eau du bassin par l'exploitation des résultats des réseaux de surveillance mis en place dans le cadre de la directive cadre sur l'eau et des réseaux complémentaires du bassin Seine-Normandie ;

- des indicateurs intermédiaires permettant notamment de rendre compte de l'évolution des pressions qui impactent les milieux aquatiques du bassin.

En parallèle, le dispositif de suivi du programme de mesures qui accompagne le SDAGE, prévoit qu'une synthèse de la mise en place des actions identifiées pour répondre aux objectifs du SDAGE soit présentée tous les ans au Comité de bassin. Bien que ne faisant pas partie directement du suivi du SDAGE, ces synthèses annuelles fourniront des indications sur la façon dont les orientations du SDAGE se traduisent en termes de réalisations.

Le dispositif de suivi de la mise en œuvre du SDAGE couvre son champ de compétence : l'eau et les milieux aquatiques.

D'une manière plus générale, la mécanique globale qui découle de la mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau appelle à la révision tous les six ans de l'état des lieux et du plan de gestion (SDAGE) ; appuyée par des réseaux de surveillance des milieux renforcés, elle contribue à l'évaluation périodique des incidences de ce plan sur l'environnement. Ce cycle de révisions permet d'adapter le schéma directeur selon les incidences relevées dans l'état des lieux.